

## L'ONU publie vendredi le rapport sur une décennie de crimes en RDC (1993-2003)

@rib News, 30/09/2010 â€“ Source AFP | Un rapport de l'ONU sur une dÃ©cennie de crimes met en cause plusieurs pays africains. Le rapport de l'ONU sur les crimes perpÃ©trÃ©s lors des deux guerres, entre 1993 et 2003, accuse Ã  des degrÃ©s divers plusieurs pays africains, dont le Rwanda, l'Ouganda, le Burundi et l'Angola. Ce rapport doit Ãªtre publiÃ© vendredi. Le rapport que doit publier l'ONU vendredi sur une dÃ©cennie de crimes en RD Congo (1993-2003) met en cause, Ã  des degrÃ©s divers, diffÃ©rents pays africains intervenus au cours de l'une ou des deux guerres dans ce pays.

"Le prÃ©sent rapport a identifiÃ© des pays qui peuvent Ãªtre tenus responsables de violations graves des droits de l'Homme commises par leurs armÃ©es nationales pendant la pÃ©riode sous considÃ©ration en RDC, notamment l'Ouganda, le Rwanda, le Burundi et l'Angola", indique le projet de rapport dont l'AFP a obtenu une copie (article 1084).-- Le Rwanda fait a priori l'objet des accusations les plus graves. Ses forces ont fait corps avec celles de l'Alliance des forces dÃ©mocratiques pour la libÃ©ration (AFDL) de Laurent-DÃ©sirÃ© Kabila, en pourchassant les rÃ©fugiÃ©s hutu. "Les attaques systÃ©matiques et gÃ©nÃ©ralisÃ©es (...) ayant ciblÃ© de trÃ©s nombreux rÃ©fugiÃ©s hutu rwandais et des membres de la population civile hutu et causÃ© leur mort, rÃ©vÃ©lent plusieurs Ã©lÃ©ments accablants qui, sÃªtm ils sont prouvÃ©s devant un tribunal compÃ©tent, pourraient Ãªtre qualifiÃ©s de crimes de gÃ©nocide" (article 517).-- L'Ouganda est accusÃ©e de plusieurs crimes de guerre et crimes contre l'HumanitÃ©, dont "l'arrÃªt des turbines du barrage d'Inga, qui alimentait en Ã©lectricitÃ© une grande partie de la ville de Kinshasa (et qui) a causÃ© la mort de nombreuses victimes vulnÃ©rables" (481).-- Les Forces armÃ©es du Burundi (FAB) sont accusÃ©es d'avoir participÃ©, aux cÃ´tÃ©s des forces rwandaises et d'un groupe dissident congolais, aux massacres de plusieurs centaines de civils, surtout des rÃ©fugiÃ©s, fin 1996, dont certains brÃªlÃ©s vifs (articles 197, 198)-- Le Rwanda a rejetÃ© ces "fausses accusations", l'Ouganda a "rejetÃ© dans sa totalitÃ©" le rapport et le Burundi a demandÃ© "avec insistance" Ã  Ãªtre rayÃ© de la liste des pays impliquÃ©s, dans des protestations officielles.-- Les forces angolaises "procÃ©daient systÃ©matiquement Ã  une opÃ©ration de ratissage et exÃ©cutaient tous ceux qu'elles soupÃ§onnaient de collusion avec leurs ennemis" au cours de certaines au moins de leurs avancÃ©es.-- Le rapport accuse l'armÃ©e tchadienne d'avoir, le 9 janvier 1999, incendiÃ© 55 maisons dans la localitÃ© de Boyasegbakole (18 civils brÃªlÃ©s vifs).-- Enfin le bombardement de Kinshasa par les forces zimbabwÃ©ennes en aoÃ»t 1998 "pourrait Ãªtre qualifiÃ© de crimes de guerre" vu le nombre de morts civils au regard de l'enjeu militaire (482).-- Au total, rappelle le rapport, au moins huit armÃ©es nationales et 21 groupes armÃ©s irrÃ©guliers ont pris part Ã  la deuxiÃ¨me guerre en RDCongo (1998-2001). | RDC : le rapport de l'ONU, un "inventaire" tragique des crimes de masse

Un rapport de l'ONU; qui sera publiÃ© vendredi, sur les violations des droits de l'homme en RDC constitue un "inventaire" tragique des crimes de masse qui y ont Ã©tÃ© commis en toute impunitÃ© pendant dix ans. Le projet de texte, dont l'AFP s'est procurÃ© une copie, rÃ©pertorie pas moins de 617 "incidents violents" - essentiellement des massacres de civils - survenus sur le territoire de l'ex-ZaÃ¯re entre mars 1993 et juin 2003. La version finale du rapport, dont la publication a Ã©tÃ© reportÃ©e au 1er octobre suite aux protestations du Rwanda, ne devrait pas modifier les Ã©lÃ©ments factuels recensÃ©s par les enquÃªteurs du Haut Commissariat de l'ONU aux droits de l'homme (HCDH). Chacun des incidents recensÃ©s "s'appuie sur au moins deux sources indÃ©pendantes identifiÃ©es", alors que plus de 1.500 documents ont Ã©tÃ© rassemblÃ©s et analysÃ©s. Au cours de leur travail, de juillet 2008 juin 2009, les enquÃªteurs onusiens ont rencontrÃ© environ 1.280 tÃ©moins et 200 reprÃ©sentants d'ONG locales, qui ont rÃ©vÃ©lÃ© "des crimes jamais documentÃ©s auparavant". Ce document de 555 pages n'est pas un dossier judiciaire, soulignent ses rÃ©dacteurs, mais un "inventaire" rigoureux des crimes de masse "les plus graves" perpÃ©trÃ©s pendant cette pÃ©riode. Il se veut d'abord une "contribution historique Ã  la documentation de ces graves violations et Ã  l'Ã©tablissement des faits". Il entend Ã©galement donner des pistes aux autoritÃ©s congolaises "pour rendre justice aux nombreuses victimes et combattre l'impunitÃ©" dans le pays. Le rapport dÃ©crit quatre pÃ©riodes: les derniÃ¨res annÃ©es de pouvoir du marÃ©chal-prÃ©sident Mobutu (mars 1993/juin 1996); la guerre menÃ©e de juillet 1996 Ã  juillet 1998 par Laurent-DÃ©sirÃ© Kabila et ses alliÃ©s rwandais, ougandais et burundais; la deuxiÃ¨me guerre d'aoÃ»t 1998 jusqu'Ã  l'assassinat du prÃ©sident Kabila en janvier 2001, qui correspond Ã  "l'intervention d'au moins huit armÃ©es Ã©trangÃ¨res et 21 groupes armÃ©s irrÃ©guliers"; et enfin la mise en oeuvre progressive du cessez-le-feu jusqu'Ã  juin 2003. De faÃ§on gÃ©nÃ©rale, ces dix ans "constituent probablement un des chapitres les plus tragiques de l'histoire rÃ©cente de la RDC". Massacres Ã  l'arme blanche, familles brÃªlÃ©es vives, viols collectifs... la lecture de cette litanie d'horreurs soulÃ¨ve le coeur et suscite un profond malaise. Selon le rapport initial, "la grande majoritÃ©" de ces 617 incidents relÃ¨vent de "crimes de guerre", tandis que les "vagues de reprÃ©sailles, campagnes de persÃ©cution et de poursuite de rÃ©fugiÃ©s (...) pourraient Ãªtre qualifiÃ©es de crimes contre l'humanitÃ©". "Ces attaques systÃ©matiques et gÃ©nÃ©ralisÃ©es (...) rÃ©vÃ©lent plusieurs Ã©lÃ©ments accablants qui, s'ils sont prouvÃ©s devant une juridiction compÃ©tente, pourraient Ãªtre qualifiÃ©s de crimes de gÃ©nocide", estime enfin le document. E

les enquÃªteurs d'Ã©tayer leurs accusations, constatant "la nature systÃ©matique, mÃ©thodologique et prÃ©mÃ©ditÃ©e des attaques rÃ©pÃ©rÃ©es contre les Hutu", "l'usage extensif d'armes blanches - principalement des marteaux - et les massacres systÃ©matiques de survivants aprÃ¨s la prise des camps". Parmi les "dizaines de milliers de victimes", ils dÃ©nombrent "une majoritÃ© d'enfants, de femmes, de personnes Ã©gÃ©es et de malades, souvent sous-alimentÃ©s, qui ne posaient aucun risque pour les forces attaquantes". Ces lignes ont suscitÃ© la fureur du rÃ©gime rwandais de Paul Kagame, qui fonde toute sa lÃ©gitimitÃ© sur le fait d'avoir mis fin au gÃ©nocide de 1994 contre les Tutsi qui a fait quelque 800.000 morts selon l'ONU. Kigali n'est pourtant pas seul concernÃ©: l'Angola, le Zimbabwe, le Burundi, l'Ouganda, le Tchad et les autoritÃ©s congolaises sont Ã©galement mises en cause dans le rapport.